

**Fiche de renseignements sur les candidats postulant au
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.**

Nom et prénom : Franceline Toé-Bouda

Date et lieu de naissance : 02 avril 1957 à Paris

Langue(s) de travail : Français, anglais

Situation/fonction actuelle :

Avocate

Coordonatrice de la coalition pour le suivi de la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (coalition CEDEF)

Principales activités professionnelles :

- Assistance, Représentation, Défense des justiciables, conseils, consultations juridiques, formation et sensibilisation des adultes et des élèves en droit et sur les droits humains ;
- Rédaction d'actes divers et conduite de négociations nationales et internationales, pratique du métier d'avocate, Gestion du cabinet, Responsable d'une équipe dynamique, gestion d'un portefeuille clientèle nationale et internationale.

Etudes :

- **1985 Diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) en droit des affaires et Fiscalité** Faculté de Droit-Université de Rennes (FRANCE)
Rédaction d'un mémoire sur « l'information spécifique des tiers autorisés à exercer le droit d'alerte » (dans l'entreprise) ;
- **1985 Diplôme de juriste conseil d'entreprise (D.J.C.E.)** – Faculté de Droit-Université de Rennes (FRANCE) ;
- **1985 Certificat de droit social** – Option : Gestion du Personnel Université de Montpellier (FRANCE) ;
- **1984 Maitrise en droit des affaires et fiscalité** – Faculté de Droit - Université de Ouagadougou (Burkina Faso)
Rédaction d'un mémoire sur le « cautionnement bancaire » ;
- **1983 Licence en droit** – Faculté de Droit - Université de Ouagadougou.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes : (10 lignes au maximum) :

- **2009 :** Conduite d'une mobilisation sociale (marche genre) pour soutenir le vote de la loi portant fixation de quota aux élections législatives et municipales au Burkina Faso ;
- **2011 :** Télé-conférence donnée sur l'expérience Burkinabé sur le rapport alternatif de la société civile sur la mise en œuvre de la CEDEF par l'Etat du Burkina Faso lors de l'assemblée Mondiale de CIVICUS tenue à Montréal ;
- **2011 :** Analyse et présentation des forces et faiblesses de la législation applicable au Burkina Faso relative aux discriminations et aux violences faites aux femmes et aux filles ; aux Séminaires parlementaires nationales et régionales de Ouagadougou ;
- **2010 :** Présentation du premier rapport alternatif de la société civile Burkinabé au 6eme rapport de l'Etat devant le Comité des Nations-Unies pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) Genève en SUISSE ;
- **2010 :** Formation reçue de l'ONG International Women Rights Action Watch (IWRAP) sur la CEDEF et le suivi de sa mise en œuvre les 1er, 2, 3 Octobre 2010 et en octobre 2017 à Genève en Suisse ;

- Participation à la rédaction du rapport alternatif de la société civile Burkinabé au 6^{ème} rapport du gouvernement et conduite de la rédaction du 2^{ème} rapport alternatif au 7^{ème} rapport de la mise en œuvre de la CEDEF au Burkina Faso.

Distinctions :

- 11/12/1997 : Chevalier de l'Ordre National du Burkina Faso (Ordre des avocats) ;
- 14/05/1998 : Officier de l'Ordre National du Lion du Sénégal (Conseil économique et social) ;
- 10/12/2011 : Officier de l'Ordre National du Burkina Faso (Promotion de la femme) ;
- 17/12/2016 : Chevalier de l'Ordre du mérite de la Justice, agrafe Droits Humains.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits :

- « Lexique des termes juridiques et judiciaires relatifs aux droits de la personne et de la famille »
Mai 2002 ;
 - « Concept et approche genre liés au développement » - 2008 ;
 - Élaboration d'un module de formation sur la défense des droits des personnes vulnérables pour séminaire Avocats sans frontières ;
 - Communication sur "les cadres juridiques de l'entreprise" pour le compte du Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF) ;
 - Communication et formatrice sur la loi Burkinabé sur le quota (pour le compte des communautés à la demande du Groupe d'Etude et de Recherche sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES).
-